M 1669 - 10 F - N° 880 - JUILLET 1989 - ISSN 0398 - 2076 - SPECIAL BICENTENAIRE

# LA GRANDE RELÈVE

*DES HOMMES PAR LA SCIENCE*

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

M 1669 - 880 - 10,00 F
3791669010000 08800

# LA GRANDE RÉVOLUTION

Au moment où on commémore le bicentenaire de 1789, il serait bon de prendre conscience que la plus grande révolution de tous les temps, c'est maintenant qu'elle a lieu !
Nous sommes en train de vivre un **changement de civilisation** de l'importance de ce que fut le passage au néolithique, dans les temps préhistoriques, lorsque l'homme, ayant inventé l'agriculture, cessa de ne devoir sa survie qu'au succès de sa chasse. Mais le bouleversement actuel est bien plus considérable. D'une part, par sa **rapidité** foudroyante (1) : la sortie du néolithique s'étala probablement sur plus de mille ans, alors que ce n'est que depuis quelques dizaines d'années que l'homme vient de trouver le moyen de ne plus avoir à "gagner son pain à la sueur de son front". D'autre part, par la **portée** des savoir-faire qui viennent d'être maitrisés. De puissantes machines et des robots sont capables désormais de remplacer le travail de l'homme dans les tâches de routine en se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens et même aux déductions purement logiques de son cerveau. Et il y a plus : après avoir utilisé la nature pour la mettre à notre service, nous sommes parvenus aujourd'hui à en découvrir les codes, c'est-à-dire que nous savons commander la nature et **créer** ce qu'elle n'a pas créé : concevoir et fabriquer des matériaux composites sur mesure, modifier des espèces, et demain, probablement, intervenir sur le génôme humain. De si gigantesques possibilités sont également capables de détruire toute vie sur la planète que d'y permettre l'épanouissement de tous.
**Une explosion de cette importance doit être maitrisée.** C'est à **nous** qui vivons cette fin du XXe siècle qu'incombe la **responsabilité** de choisir et d'agir pour éviter au monde le drame de l'apprenti-sorcier. **Tel est notre objectif en proposant l'économie distributive** (2).
Les premières manifestations de "La Grande Révolution" qui venait, prirent la forme de la crise de 1929, mais à l'époque, Jacques Duboin (3) fut probablement le seul à s'en apercevoir. Il annonça "La Grande Relève de l'homme par la machine (4)" et créa notre journal pour en expliquer la portée : le travail disparait ; l'emploi salarié, au sens où on l'entend encore aujourd'hui, sera demain, pour la génération qui vient, quelque chose d'aussi inimaginable que semblait à nos grands-parents le droit aux congés payés. Il faut donc partager le travail entre tous, c'est le **service social**, dû par tout citoyen, et dont la durée va décroitre avec le développement des technologies.
Comme dans le même temps, les capacités de production font des progrès immenses, il n'est évidemment plus possible que le salaire des travailleurs puisse assurer à ceux-ci le pouvoir d'achat des biens de consommation fabriqués par les robots. Il faut, de toute urgence, inventer autre chose : c'est le **revenu social** garanti à tous, de la naissance à la mort, et payé en monnaie de consommation.
Service social, revenu social et monnaie de consommation, sont pour nous les bases d'une économie des besoins, nécessaire pour créer une dynamique capable d'assurer l'épanouissement de tous, utilisant au mieux les moyens qui sont disponibles, et respectant les impératifs écologiques.
Au contraire, économistes, financiers et politiciens s'acharnent à vouloir faire appliquer des principes et tout un système socio-économique qui s'avèrent dépassés par les événements. Une attitude aussi aveugle a des conséquences catastrophiques dans tous les domaines. Nous ne cessons de les dénoncer mais en nous attachant bien à montrer comment l'économie distributive est conçue pour les éviter.

*Dans ce numéro spécial, nous avons joué le jeu du bicentenaire. D'abord en reprenant la devise qui fait honneur à la République Française : que sont Liberté, Egalité et Fraternité devenues, nous sommes-nous demandé avec J-P. Mon et R. Marlin, et, surtout, que pourraient-elles être aujourd'hui dans l'ère nouvelle où nous entrons ? L'idéal de la Révolution qui proclama les Droits de l'Homme est trahi, crie Pinoche tandis que P. Herdner s'interroge sur ce que doit être la démocratie . Puis C-F. Eberlin dénonce le rôle du profit dans la désinformation par les media.*
*A. Prime prend du recul pour tracer la longue marche du socialisme, H. Muller écrit sa chronique au jour le jour, en 1989, tandis que F. Lévy définit en quoi il faut, de toute urgence, innover pour faire l'Europe adaptée au troisième millénaire et G. Denizeau rappelle à ce propos sa proposition d'une monnaie verte comme transition vers l'économie distributive.*
*Il amorce ainsi un problème qui parait trop souvent hors de portée du citoyen moyen, celui de l'argent. C'est au contraire le noeud gordien : sans refonte totale du système monétaire, sans une remise en cause complète de nos habitudes en ce domaine, il n'y a aucun espoir de salut, nous aurons gâché les prodigieuses possibilités qu'ont mises à notre portée les générations qui nous ont précédés. Il est indispensable, il est urgent, il est vital, de remettre en cause* ***le pouvoir monétaire.*** *C'est lui qu'il faut abattre. C'est lui qu'il faut décapiter. Puisqu'il faut pour cela une guillotine sur mesure, aidez-nous à la préparer !*

M-L D.

---

(1) Lire « l'Economie Libérée »
(2) Exposée dans deux ouvrages récents, une petite brochure "L'économie libérée" et un roman "Les affranchis de l'an 2000" aux éditions Syros.
(3)Lire "Ce qu'on appelle la crise" et "La grande Révolution qui vient" publiés en 1934 aux Editions Nouvelles.
(4) Livre publié chez Fustier en 1932.

***Ce que nous demandons, mes amis et moi, c'est qu'on fasse pour ce qui entretient et embellit la vie le même effort que l'on a toujours fait, et qu'hélas on risque de faire encore pour ce qui la détruit.***
***Entre une humanité qui veut vivre et une technique scientifique qui lui donne les moyens de vivre il y a un mur : ce sont les préjugés..."Utopie!..." crient les attardés.***
***On traite d'utopie tout ce qui n'est pas réalisé....mais l'histoire n'est qu'une suite d'utopies qui ont été réalisées.***
**Jacques DUBOIN, 1937**

# LIBERTÉ

*par Marie-Louise Duboin*

Liberté, liberté, que de crimes on commet en ton nom !

**Libéralisme économique**

Qualifier les économies occidentales de "libérales" est une des plus monstrueuses impostures qui soient(1). Par définition, elles sont dites libérales parce que chacun y est réputé libre de créer sa propre entreprise. En fait, pour créer, il faut en avoir les moyens, ou, sinon, solliciter une banque qui crée à cette fin une somme qu'il faudra rembourser en lui payant un intérêt substantiel. Ensuite il ne faut pas qu'un concurrent plus gros décide de vous ruiner, car il en a les moyens. Donc liberté, oui, mais seulement pour le renard dans le poulailler. Le libéralisme, c'est en fait la loi de la jungle.

Cette idéologie a éclipsé toutes les autres dans nos pays dits civilisés. On nous a expliqué qu'il fallait suivre, et les dérèglementations, parce qu'elles ouvraient de nouvelles possibilités à ceux qui vivent des transactions sur les capitaux, ont été présentées comme le meilleur moyen de **libérer** les énergies, de stimuler les initiatives et la créativité. Et lorsque, voyant dans l'ouverture du gand Marché Européen prévue pour 1993 le moyen d'accoitre encore ses moyens, c'est encore au nom de la **liberté** que le patronat geint contre les lois de protection des travailleurs qui ont été arrachées avec tant de mal par les luttes syndicales. Dans ce cas, l'Etat est présenté comme un carcan qui brise les ailes des meilleurs.

Ce mythe de la liberté économique développant les vertus qui caractérisent les gagneurs, est aujourd'hui partie intégrante de l'idéologie en place.

Autre aspect de la même hypocrisie : pour faire du commerce, tous les coups sont bons. Et nos diplomates et autres hommes d'Etat sont transformés en représentants-placiers de nos grosses entreprises. C'est ainsi qu'on a incité bien des pays du tiers-monde, en toute liberté bien-sûr, à transformer leurs économies dans l'espoir de faire fortune en vendant leurs productions aux pays riches. Seulement ce sont les pays acheteurs de matières premières qui en fixent le prix, à la Bourse de Chicago par exemple, et la seule monnaie acceptée est celle que fabriquent , en toute liberté, les Etat-Unis. Le résultat est un appauvrissement général et dramatique des pays les plus pauvres, dont les terres ne peuvent même plus produire les cultures vivrières dont ils ont tant besoin. Mais au nom de la liberté, on se garde d'intervenir si les subventions, versées par les pays riches, sont accaparées par quelques roitelets : il faut respecter leur liberté d'affamer leurs peuples.

**La belle liberté des exclus**

La Grande Révolution des moyens de production, dans des économies dont les fondements datent de l'ère de la rareté, a pour effet d'accroitre le chômage et les emplois précaires, sous-payés. Un revenu minimum garanti à tous, que la France, très en retard sur ses voisins européens, vient d'instaurer, devait permettre que personne ne soit sans ressources. En fait, il faut bien constater que le nombre de gens qui font la manche dans le métro ne fait qu'augmenter. Or on sait que lorsqu'un chômeur a cherché en vain du travail pendant trois ans, il est irrécupérable. Incapable de redresser la pente. Définitivement exclu. Et on ose parler de la grande liberté du clochard... Elle est belle, cette liberté-là. Et quelle est la liberté d'un travailleur au SMIC qui a une famille à sa charge? Comment peut-on tolérer qu'augmente le nombre des exclus dans un pays qui se plaint de surproductions, qui limite ses cultures, abandonne l'entretien de ses terres, détruit la moitié (2)de ses récoltes?

**La liberté du choix**

Oui, mais tous les salariés ont des congés payés, beaucoup ont une voiture, certains ont accès à la propriété. Quels choix formidables s'offrent à eux!

Quels choix? Sous l'impératif de rentabilité, les grosses entreprises des économies libérales uniformisent la consommation. Le consommateur est constamment à la merci de la publicité. Tout est fait, et bien fait, pour le forcer à consommer ... Les banques, de tout temps, ont fait pression sur lui pour l'inciter à acheter en s'endettant. Maintenant, la plupart des grands magasins, grâce aux dérèglementations, ont également le pouvoir de l'inciter à acheter à tempérament, donc plus cher, n'importe quoi et même si ce n'est pas son intérêt. Tous les actes de sa vie sont pris en charge par des entreprises mercantiles, qui dépensent des millions pour étudier son comportement et mettre au point les meilleurs moyens de forcer son choix. Cet asservissement est apparemment très efficace puisque malgré son coût ahurissant (des millions de centimes pour un spot télévisé) il est jugé rentable par les entreprises. Où est la liberté du consommateur dans ces conditions ?

**Et la justice ?**

L'un des plus flagrants abus de la royauté était le pouvoir de faire justice, issu des sociétés féodales. La Révolution de 1789 a au moins aboli ce privilège insupportable, et c'est une de ses gloires. Mais la Justice de 1989 est-elle à l'abri de toute discrimination, est-elle la même pour tous, riches et pauvres ? *Selon que tu seras puissant ou misérable...* Hélas, si les formes ont changé, cette honteuse discrimination demeure. Le pauvre type qui est pris à voler de quoi manger est condamné à coup sûr, très vite. Par contre on prend des gants pour inculper un gros fraudeur. Pas de surprise si un non-lieu est prononcé dans le cas d'énormes malversations ou de ventes illicites, scandale si on amnistie quelques truands de moins grande envergure. Le malheureux contribuable qui ne paie pas ses impôts à la date fixée est assuré d'une amende 10%, l'entreprise qui ne paie pas ses charges s'en voit dispensée si elle menace de mettre des salariés à la porte.

**Où commence la liberté ?**

Non, l'idéal de liberté n'est pas compatible avec l'idéologie du libéralisme qui écrase les pauvres au profit des riches.Pour nous, **il n'y a pas de liberté possible pour celui qui n'a pas les moyens de vivre décemment.** La liberté commence par l'assurance de n'avoir pas le souci du lendemain. L'épanouissement d'un être passe par cette condition absolue même si elle implique des devoirs.

Jusqu'à la grande révolution que nous sommes en train de vivre, cette condition ne pouvait matériellement pas être réalisée pour tous les citoyens. La grande relève du travail humain par des automates rend enfin réalisable ce rêve qui passa autrefois pour de l'utopie.

***La Cour des Comptes de la CEE dénonce la destruction massive de récoltes : 572.000 tonnes détruites en 1984-85, soit 47% du marché. Ce pourcentage serait passé à 80% ces dernières années.***

---

(1)Lire "le libéralisme contre les libertés",N° spécial du Monde Diplomatique.

(2)Voir encadré.

# ÉGALITÉ

*par Jean-Pierre Mon*

Si la liberté est à la mode en ce deux centième anniversaire de la Révolution, il n'en est pas de même de l'égalité. C'est que beaucoup, au fond d'eux mêmes, n'ont pas encore digéré la Révolution et, faisant flèche de tous bois, ils n'hésitent pas à assimiler la Liberté à 1789 et l'Egalité à 1793, c'est à dire à la Terreur. C'est ainsi que Jacques Julliard, à propos du mouvement des étudiants chinois, n'a pas peur d'écrire dans le Nouvel Observateur du 25-31 Mai 89: *«Au passage, avec une superbe et paradoxale désinvolture, les étudiants nous ont débarassés du vieux dilemme, célébration minimale (89) ou célébration intégrale, voire intégriste (93)... L'idée la plus neuve, la plus "sociale", la plus révolutionnaire enfin, ce n'est pas l'égalité, c'est la liberté! Ce n'est pas la guillotine, c'est la non-violence!"»*. Il ne manque pas d'air. Comme si la liberté pouvait exister sans l'égalité et réciproquement!

Comme le disait si justement Victor Cousin:*«Il y a égalité là où il y a liberté pour tous»* et Jacques Duboin, lui qui n'y allait pas par quatre chemin, écrivait(1): *«Ce sont ceux que l'inégalité avantage qui, seuls, y tiennent très fort et déclament que l'égalité est une impossibilité, une utopie, une monstruosité ou la pire des démagogies. Si on voulait répondre sur le même ton, on dirait que la seule supériorité que peuvent avoir les imbéciles est celle de l'argent. C'est pourquoi l'égalité les choque.»*

Mais qu'est ce que l'égalité? D'après le Larousse, c'est le **"principe selon lequel tous les citoyens peuvent invoquer les mêmes droits"**. N'est-ce pas là ce que réclamaient, entre autres choses, les étudiants chinois lorsqu'ils dénoncaient les profiteurs du parti à qui ils demandaient de revendre leur Mercèdès au bénéfice du peuple?

La définition de l'adjectif "égalitaire", qui fait souvent très peur à nos hommes politiques, est, toujours d'après le Larousse: **"ce qui a pour but l'égalité civile, politique et sociale"**. On voit qu'ici la définition devient un peu plus précise puisque la notion d'égalité sociale fait son apparition. C'est bien de cela qu'il s'agit ou, si l'on préfère, d'**égalité économique**.

Le principe d'égalité ayant laissé quelques traces dans la mémoire collective de l'humanité, (Bossuet ne disait-il pas déja que *«Dieu et la Nature ont fait tous les hommes égaux»*) les tenants des diverses théories économiques, qu'elles soient libérales, néo-libérales voire social-démocrates, ont conservé après la Révolution, presque de manière consensuelle, la notion d'égalité mais en la réduisant à une **égalité des chances.** Ce qui est vraiment se foutre du monde puisque chacun sait que la notion de chance est étroitement associée à celle de hasard. Ainsi donc seul le hasard serait la source de l'inégalité économique des hommes! D'où dans un grand élan du coeur la mise en place de mesures de redistribution. Mais en fait, quelle que soit son importance pratique, la redistribution ne modifie pas la conception libérale des revenus, de même que le "devoir de charité" ne mettait pas en cause la pyramide hiérarchique de l'Ancien Régime. Cette pyramide traduisait un Ordre Eternel et statique. Elle ne se déplaçait pas et on n'avait pas à la gravir ! La valeur centrale - la Vertu- était de même nature, religieuse ou métaphysique. Elle motivait chacun à reproduire l'Ordre, chacun restant à sa place dans celui-ci.

La nouvelle pyramide qui s'est peu à peu bâtie avec le développement de la société industrielle se fonde sur **le travail,** sur l'activité professionnelle, sur la place dans le processus de production. C'est logique puisque l'activité économique est devenue la priorité de la société. Le travail classe maintenant les gens par le revenu: l'Argent se substitue à la Vertu comme "carburant". Ainsi l'argent est-il devenu un instrument parfait de vertico-valorisation des différences, c'est à dire d'inégalité sociale. On se trouve dans une hiérarchie méritocratique, le mérite étant la réussite dans l'escalade de la pyramide, l'argent consacrant la place dans la hiérarchie.

Si ce modèle "libéral" est révolutionnaire par rapport à l'Ordre ancien il n'en demeure pas moins qu'il confine l'égalité à une égalité des chances amendée par diverses redistributions.

La lutte contre les inégalités fait cependant partie du vocabulaire courant de la pensée et de la pratique du courant social-démocrate, peu ou pas marxiste. Mais c'est un slogan peu précis qui recouvre tout ce qui peut améliorer les conditions de vie des travailleurs et en particulier le sort des plus défavorisés. Les deux principales stratégies social-démocrates, développement de l'éducation et sécurité sociale ou transferts- ne diffèrent pas profondément du programme néo-libéral d'égalité des chances accompagnée de mesures de redistribution. En aucun cas l'Etat ne doit toucher au mécanisme du Marché qui produit la distribution primaire des revenus!

Deux cents ans après la Révolution, il n'est que temps d'abattre la nouvelle pyramide en instaurant la véritable égalité économique telle qu'elle a été définie par J. Duboin(2): *« La communauté doit donc faire vivre tous ses membres puisque, grâce à eux, elle en a définitivement les moyens... Le droit aux produits et aux services doit-il être égal pour tous? On répondra affirmativement puisque le labeur humain, conjugué aujourd'hui avec l'outillage dont on dispose, fournit un rendement qui n'est plus proportionnel au labeur. Comment dans ces conditions discriminer la part qui revient à chacun? ... L'idée de récompenser le labeur fait encore partie de l'ère de la rareté... Toute l'histoire humaine tend vers cette égalité absolue qui est la condition même de la liberté. L'abolition de l'esclavage, celle des privilèges héréditaires, la liberté religieuse, la liberté d'association, la liberté de parole, furent des étapes vers cette égalité économique que la science nous a enfin permis de conquérir.»*

---

(1) - Egalité économique (Grasset), 1939
(2) - Libération (Grasset) - 1936

# FRATERNITÉ

*par René Marlin*

C'est la dernière des trois "vertus théologales" de la devise républicaine. La dernière aussi à être pratiquée, bien qu'elle soit très souvent invoquée, en politique comme en économie et en droit. Ainsi que la liberté et l'égalité, elle est générale beaucoup plus que personnelle, à l'inverse de la foi, l'espérance et la charité. C'est normal : la République s'adresse au citoyen, l'Eglise se réfère à la personne. La morale est plus collective dans un cas, plus individuelle dans l'autre.

Ces considérations éthiques ne sont pas sans rapport avec le social et l'économique qui nous intéressent plus particulièrement ici. Le capitalisme éculé, mais remis à la mode par certains de nos contemporains, exalte d'autres motivations. Nos réalistes efficaces ont besoin d'esprit de compétition, de battants, de gagneurs. Ils ignorent les scrupules et le respect. L'Eglise catholique le regrette sans aller jusqu'à stigmatiser la relation de cause à effet entre la règle du jeu du système et la mentalité nécessaire des participants. Les honnêtes, les intègres, les sages sont forcément handicapés dans la course au profit, ce sont les perdants, rejetés par la société mercantile. Apprendre aux jeunes la morale et la fraternité, c'est les défavoriser pour la vie. A l'époque des difficultés économiques, du combat sans merci et des coups interdits, c'est en faire des chômeurs, des aigris et peut-être des drogués en puissance.

**Solidarité**

Et pourtant, dans la difficulté, l'aide entre les êtres humains serait bien nécessaire. Les pollutions de toutes sortes seraient évitées si, depuis la conception jusqu'à la réalisation, puis l'utilisation, les moyens de production étaient mis en oeuvre en pensant au voisinage et à l'environnement plus ou moins lointain. Le capitalisme, lui, ne commande de ne penser qu'aux résultats financiers les plus immédiats. Le tiers-monde aurait bien besoin de la solidarité des nations industrialisées, afin d'aider à son développement. Au lieu de cela, ces dernières ne connaissent que l'aumône, les prêts qui rapportent et qui rendent dépendants, le pillage des matières premières.

L'Europe, telle que nous la concevons, devrait être un facteur de paix, de concorde et de prospérité. Au lieu de cela, l'idéologie dominante nous prépare un conglomérat lié à l'impérialisme du capital, déchiré entre états-nations qui ne veulent rien céder de leurs privilèges. Les gouvernements ne pensent qu'à en tirer égoïstement avantage sans subir les prélèvements nécessaires à redistribuer aux populations les plus démunies. Les députés européens ont été élus sur des thèmes de défense des intérêts "nationaux" !
Mais cessons d'analyser pour passer à ce qui pourrait nous apporter une alternative solidaire et surtout économique, puisque c'est là que le bât blesse. C'est simple : au lieu de favoriser l'individualisme et de magnifier les tendances les plus affligeantes de l'homme, il faudrait lui apprendre à vivre en société. C'est-à-dire aller à l'inverse de ce qui se fait actuellement dans presque tous les domaines. Au lieu de l'assurance, la mutuelle ; au lieu du groupe financier, la coopérative ; au lieu du corporatisme, le syndicalisme, etc...
Puisque les pauvres, de plus en plus nombreux, ne peuvent pas acheter, il faut les solvabiliser. Le franc vert permettrait, dans une première étape, la distribution sélective de la soi-disant surproduction et l'écoulement des "surplus" qui sont une insulte à la misère. La véritable fraternité ne doit-elle pas consister à secourir les plus modestes ? Surtout que cette aide ne soit pas confondue avec la charité : nous sommes tous héritiers du fabuleux patrimoine scientifique et technique qui s'accroit à une vitesse exponentielle. Tous doivent en profiter sans que quiconque en soit le propriétaire exclusif.

**Revenu social**

Puisque diminue la quantité de travail totale nécessaire pour produire ce que les consommateurs désirent, il faut la partager équitablement. Le service social convenablement réparti dans la journée, la semaine, le mois, l'année, la vie, sera librement accepté par les citoyens devenus solidaires. Le chômage qui n'est que du loisir mal utilisé disparaitra dans cette société à laquelle nous aspirons. La durée du service social pourra être réduite sans inconvénient au fur et à mesure des progrès de la productivité.
Tous les humains recevront leur revenu social maximal depuis la naissance jusqu'à la mort. Ainsi l'héritage n'aura plus aucune utilité. Dans une première phase, le revenu social pourra être modulé afin de distinguer ceux qui auront rendu le plus service à la communauté. "Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune..". Etant entendu que ce revenu social sera, le plus rapidement possible, rendu égal pour tous, car il n'y a finalement pas lieu de privilégier les plus doués, même si c'est pour servir la collectivité.

**Monnaie distributive**

Tout cela ne pourra se faire sans que la monnaie distributive, au début monnaie verte, ne se substitue à la monnaie circulante actuelle. Elle seule, s'éteignant à l'achat, permettra d'assurer l'adéquation de l'offre à la demande et de sortir de l'instabilité et des crises perpétuelles. Pas de surplus ni de manque, puisque la production sera calculée en fonction de la précédente, accrue ou diminuée suivant l'écoulement de cette dernière.

**A tous les citoyens du monde**

Ce système réservé à l'origine aux pays développés où l'abondance potentielle existe déjà, pourra être étendu en quelques années à l'ensemble de la planète. Dès le début, une proportion importante des produits agricoles et industriels pourra être livrée aux contrées les plus défavorisées de l'Europe et du tiers-monde sans considération de bénéfice commercial. Une nouvelle économie sera instaurée.

Seule l'économie distributive assurera une véritable solidarité entre tous les citoyens du monde.

A ceux qui taxeraient ces vues d'irréalistes, nous répondrons, encore une fois, que les véritables utopistes sont ceux qui croient que la situation présente peut encore durer sans entrainer le terrorisme, les révoltes de la faim et les autres catastrophes qui débutent déjà, jusqu'à l'holocauste nucléaire final.


***Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :***

- ***La Libre Pensée***
  **10, rue des Fossés St -Jacques**
  **75005 PARIS**
- ***Parallèles***
  **47, rue Saint - Honoré**
  **75001 PARIS**
- ***LIBRAIRIE NOGOET***
  **Rue du Petit Palais**
  **57000 METZ**

# DROITS DE L'HOMME

## ou la révolution trahie

*par Pinoche*

1789 : la France d'alors était une société duale : les seigneurs qui ne se refusaient rien, le peuple qui devait se contenter des miettes.

1989 : 200 ans plus tard : les seigneurs de la finance, de l'industrie, de la politique dansent "**la Valse des Milliards**", le peuple danse devant le buffet.

Pendant que les infirmières, suivant les cas, voyaient leurs salaires augmenter après les dernières grèves de 0 à 4 ou 12%, en 1986 et 1987, les 1000 plus grosses entreprises françaises voyaient leurs bénéfices augmenter de 200% et la Banque prenait 56% (1).
Si c'était pour en arriver là , "*Ce n'était pas la peine (bis) assurément de changer de gouvernement*". La Révolution de 1789 avait inventé les Droits de l'Homme et imposé la Démocratie... Si nous voulons vivre dans une démocratie qui respecte les Droits de l'Homme, **il faut refaire la Révolution.**

### La Patrie en danger

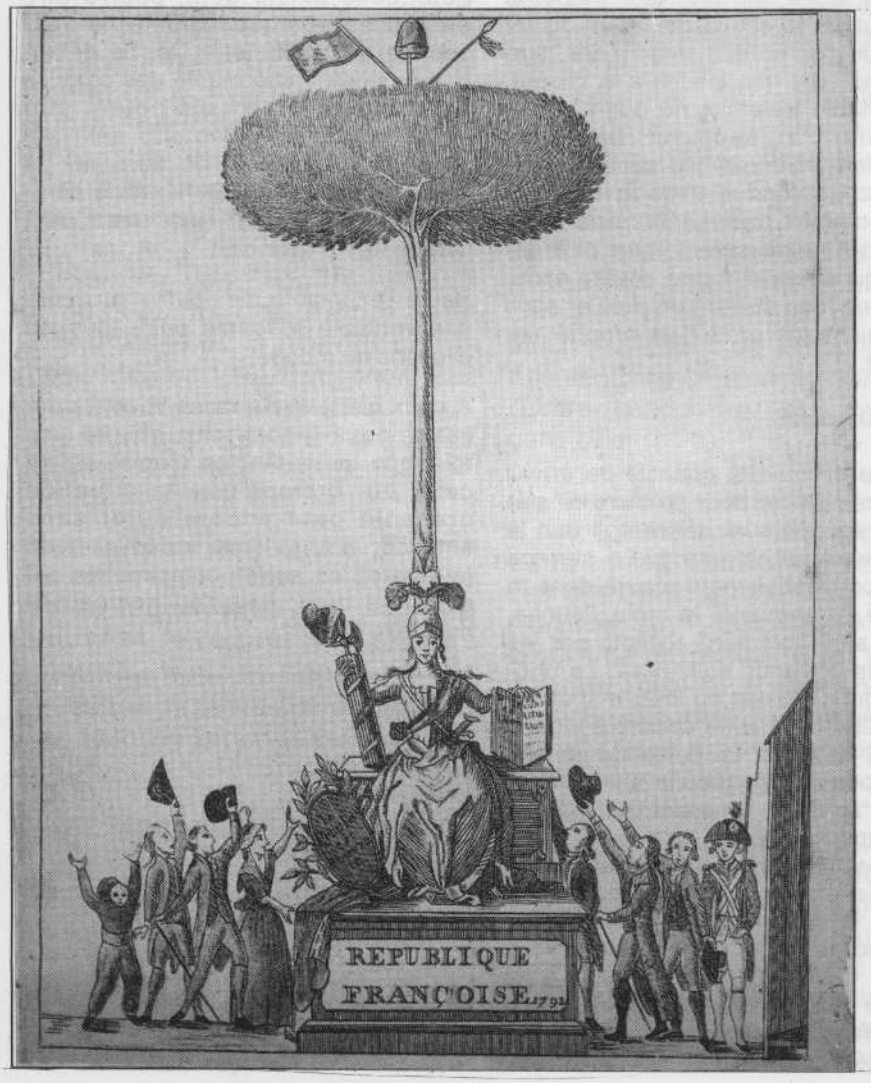
Sur le parvis du Trocadéro est gravée cette phrase magnifique de feu le Père Wrésinski :« *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'homme sont violés* ».
Comment nos dirigeants osent-ils encore parler du respect des Droits de l'Homme en France et aller s'en vanter dans le monde entier, quand dans notre beau et riche pays qui pourrait nourrir 70 millions d'individus, **5 millions de Français vivent d'aumônes ?** Pour beaucoup de personnes, les Droits de l'Homme, c'est la lutte contre les emprisonnements et les tortures. Mais **la faim**, n'est-elle pas une torture puisqu'on en meurt ? La Patrie est en danger.

On se souvient de ces hommes-squelettes que l'on a libérés des camps de concentration, ce qui nous a valu de la part de Le Pen ce mot repris par tous les média "*Un détail*". Il y a aujourd'hui, dans le monde, des camps de concentration où **40 millions d'individus dont 15 millions d'enfants meurent de faim chaque année,** soit **50 fois plus qu'Hitler** (2) n'en a assassinés dans le même laps de temps et tout cela simplement pour que quelques multinationales et quelques centaines d'individus puissent gagner des fortunes en "magouillant" sur la rareté des récoltes mondiales, en en détruisant une partie et en les baptisant pompeusement "**excédents agricoles mondiaux**". Excédents, quand 40 millions de gens meurent de faim ?

Droits de l'homme à sens unique avec toujours l'interdiction de toucher aux prébendes des seigneurs, même si ces prébendes assassinent plus de gens qu'aucune guerre connue dans toute l'histoire de notre planète.

### Où se termine la civilisation ? Où commence la barbarie ?

La télévision pour le bi-centenaire fait cette pub : **Liberté - Egalité - Fraternité** : trois mots d'amour. Que peuvent en penser les 14% de Français qui vivent dans la misère ?




(1) Georges Marchais (dans "L'heure de vérité") : Les 1000 plus grosses entreprises françaises ont fait 26 milliards de francs de bénéfices en 86 et 77 milliards en 87.
(2) Hitler a assassiné 8 millions de Juifs ou d'opposants en 10 années (1935-1945) soit 800.000 par an.

*"La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation".*
*(Déclaration des Droits de l'Homme de 1789)*

# DÉMOCRATIE

*par Pierre Herdner*

J'ai écrit (1) que le mode de fonctionnement, matériel en quelque sorte, d'un système économique s'explique en fin de compte par la structure des pouvoirs. Je me propose d'approfondir, dans cette optique, l'opposition entre échangisme et économie distributive : après avoir rappelé quels sont les principes de la démocratie, je montrerai pourquoi, et à quelles conditions, l'économie distributive peut être regardée comme la réalisation la plus parfaite de la démocratie économique.

Définie sur un plan général, la démocratie est le système qui exclut tout privilège, grâce à une répartition équitable des pouvoirs et des libertés. Or cet idéal ne peut être atteint que si deux conditions sont remplies :

- le pouvoir réside **dans la collectivité tout entière,** autrement dit tous les individus participent à la formation du pouvoir (2)
- la défense de la liberté est assurée grâce à la **pluralité des pouvoirs,** qui se limitent et se contrôlent mutuellement.

Le premier de ces impératifs risquerait fort, s'il n'était corrigé par le second, d'aboutir en fait à un régime oppressif, centralisé et bureaucratique. La démocratie est faussée quand le pouvoir réel échappe aux individus qui l'ont délégué à leurs représentants. La "volonté générale" définie par Rousseau est une fiction dangereuse. C'est pourquoi pour une foule de penseurs politiques, dont les opinions s'étendent sur un large éventail, l'Etat est l'ennemi n° 1.

La pluralité des pouvoirs implique beaucoup plus que les trois pouvoirs de Montesquieu. Chaque pouvoir doit, dans la mesure du possible, être limité par un **contre-pouvoir** : le jeu des oppositions, la capacité d'exprimer une opinion sur les décisions à prendre, d'exercer un contrôle ou une résistance sont autant de contre-pouvoirs dont l'importance est souvent décisive. D'autre part le fédéralisme, en multipliant les pouvoirs et en empêchant les concentrations excessives, améliore et renforce la démocratie.

Les deux structures de pouvoirs qui s'opposent totalement aux principes démocratiques sont le **despotisme et l'anarchie** (au sens de désordre). Le despotisme est le fait d'un centre de décision unique qui exerce son pouvoir, dans un espace donné, sans contrôle ni limitation. L'anarchie résulte de la pluralité des centres de décision, quand elle met en compétition, sans possibilité d'arbitrage, des pouvoirs rivaux.

L'antipathie qu'éveille souvent la notion même de pouvoir n'est pas justifiée tant que son autorité ne s'exerce pas de façon abusive. Un pouvoir démocratique est appelé à remplir - en vue précisément de s'opposer aux deux structures les plus néfastes - deux fonctions indispensables : **protéger et organiser**.

**Plus d'un électeur sur deux n'a pas voté pour le renouvellement des députés au Parlement européen. Est-ce insouciance ou conscience que le vrai pouvoir n'est pas au Parlement ?**

## Le pouvoir

Contre les despotismes de toute sorte, il doit protéger les individus et les groupes dont les droits sont menacés. Contre l'anarchie, il doit organiser la vie collective ; sans organisation, il n'est pas de vie collective, et il n'est pas d'organisation sans pouvoir (3).

## L'économie

Ces principes généraux, que j'ai rappelés en pensant de préférence à l'organisation politique, s'appliquent exactement à l'économie.

Dans les structures actuelles, le pouvoir économique appartient aux grands producteurs et aux financiers. Pouvoir antidémocratique, dont le mode d'action est tout à la fois despotique et anarchique. Despotique par le profit, partout où des privilégiés imposent leur loi tant aux travailleurs qu'aux consommateurs, voire à la société tout entière (4) affirmation qui doit évidemment être atténuée dans la mesure où des entraves ont été apportées à ce pouvoir par les associations de travailleurs, de consommateurs et d'écologistes, qui sont des contre-pouvoirs. Anarchique par la concurrence entre pouvoirs rivaux, qui aboutit encore au despotisme quand le gagnant domine le perdant ; nous avons vu que de tout temps elle a provoqué sur le plan économique des déséquilibres et sur le plan social des inégalités. Et nul n'ignore comment, par les moyens de pression dont elle dispose, cette féodalité fausse le jeu de la démocratie politique elle-même.

Les partisans de ce système l'exaltent comme le règne de la liberté ! Mais la liberté de restreindre celle des autres devrait plutôt être définie comme un pouvoir. Et un pouvoir singulièrement abusif...

## Le pouvoir économique

A ces structures s'opposent celles de l'économie distributive. En donnant le pouvoir économique à la société tout entière, c'est-à-dire aux consommateurs, également concernés par les problèmes de l'environnement, le distributisme répond parfaitement au premier impératif de la démocratie. Bien mieux que la théorie des socialistes d'autrefois, qui réservaient au prolétariat la totalité du pouvoir. Bien mieux aussi que le projet de certains anarchistes, enclins à favoriser les petits groupes de producteurs (5). Et il faut noter encore que les efforts en faveur d'une participation des travailleurs à la gestion des entreprises sont orientés, certes, vers la démocratie, mais bien plus sur le plan social que sur le plan économique.

### Institutions fédérales

Mais le distributisme ne sera **parfaitement** démocratique que s'il tient largement compte du second impératif. Justement parce que la souveraineté économique est dévolue à la "volonté générale", la concentration bureaucratique est un danger grave que nous devons prendre très au sérieux. Il est donc essentiel qu'un contrôle rigoureux s'exerce sur les représentants qui agiront au nom de la collectivité des consommateurs. De plus, dans tout pays de quelque importance, il faudra envisager des institutions fédérales. Enfin, nouvelle application des principes fédéralistes, les entreprises devront jouir, au sein de la collectivité qui leur assigne leur fonction, d'une véritable autonomie. Leur finalité est de satisfaire les besoins en respectant l'environnement, mais on ne leur refusera pas le droit de choisir les moyens appropriés en s'organisant à leur guise. Ce système permet une grande diversité (6). Il favorise aussi une saine émulation, qui n'a rien de commun avec la compétition inhérente au libéralisme.

Dans une structure aussi équilibrée, le pouvoir des consommateurs, bien loin d'être oppressif, est apte à remplir la double fonction, protectrice et organisatrice, d'un pouvoir démocratique.

### Contrats d'échanges internationaux

Mais il reste à étendre aux relations internationales, et particulièrement intra-européennes, notre conception distributiste, fédéraliste et démocratique de l'économie. Supposons notre pays acquis à l'essentiel de nos thèses. Dans ce domaine où il n'est pas entièrement maitre de son destin, il devra se contenter de suggérer à nos partenaires européens la solution la plus rationnelle : l'élimination de la concurrence commerciale. Cela suppose l'émergence d'un **pouvoir économique** capable de dominer les intérêts nationaux ou corporatifs ; ou tout au moins, en attendant mieux, la signature de **conventions** visant au même but et loyalement appliquées. Dans le système de style fédéral qui peut être envisagé, rappelons-le une fois de plus, les nations gardent leur autonomie, la répartition des excédents de leurs productions étant seule réglée au niveau supérieur. Sinon l'Europe sera une jungle où les forces économiques joueront d'une manière anarchique (la concurrence est fatale aux perdants), et en même temps despotique (les nations sont soumises à la loi du libéralisme et le monde du travail aux impératifs de la rigueur).

Puisque de toute façon et quelle que soit leur organisation interne, les différents pays ont des surplus à échanger, cette démocratisation des relations économiques pourrait s'amorcer sans que ces pays aient fait un premier pas en direction du socialisme distributif.

### Une doctrine économique

En résumé, nous pouvons identifier notre doctrine à la doctrine économique. Mais la démocratie, si l'on entre dans le détail de son fonctionnement, n'a pas de définition monolithique. Comme l'a écrit (7) Jean Duvignaud, il est « dangereux de dogmatiser - fût-ce la démocratie elle-même », et la liberté humaine est une "effervescence" dont les formes sont imprévisibles . En politique, de multiples constitutions peuvent être élaborées et mises à l'épreuve. En économie, il y a place également pour différentes manières de construire le socialisme distributif : un immense champ ouvert à la recherche et à l'invention.

---

(1) G.R. N° 877

(2) Voir encadré ci-dessus.

(3) Certains jugeront que la démocratie ainsi conçue implique trop de contraintes et lui préféreront l'anarchie (au sens noble du mot). J'aimerais mieux, quant à moi, rapprocher les deux idées, qui se concilient presque jusqu'à se confondre pourvu qu'elles reçoivent une définition appropriée. A moins de verser dans l'utopie, les anarchistes ne peuvent abolir totalement le pouvoir ; ni éviter toute délégation de celui-ci à des représentants, vu que même dans des petits groupes d'inspiration libertaire une autorité est fatalement accordée à quelques-uns, qui au reste ne représentent qu'une majorité. . Et les valeurs fondamentales défendues par les anarchistes les plus lucides, telles que "l'originalité créatrice et la responsabilité personnelle" (Henri Arvon), et bien sûr la liberté, sont aussi celles de la démocratie.

(4) Quand on voit, par exemple, une entreprise rejeter tout contrôle et invoquer le secret industriel, alors que l'intérêt de l'humanité est en jeu.

(5) Francisco Ferrer, entre autres, concevait la société future comme "une association libre et spontanée de tous les producteurs" (Henri Arvon).

(6) G.R. N° 777 et 868 .

(7) "Introduction à la sociologie" (1966).

## ABONNEZ-VOUS

**TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS**

| | | |
|---|---|---|
| France | 100 | F |
| Soutien (2 n°) | 140 | F |
| Etranger | 125 | FF |

Règlement par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris. Les réglements par mandat ou par chèque bancaire doivent être à l'ordre de:

**LA GRANDE RELEVE**
**B.P. 108, 78110 LE VESINET**

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

## *"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Hesto H. | 150 | Mme Princivalle | 100 |
| Mme Buguet | 500 | De Loutchek | 43 |
| Planchaud A. | 50 | Leullier R. | 100 |
| Gerbe J. | 200 | Mme Colline | 200 |
| Melle Gorre | 50 | Anquetil H. | 150 |
| Mme Lahens | 300 | Martini J.M. | 40 |
| Richer J. | 100 | Pujols M. | 100 |
| Goby E. | 50 | Melle Théric | 110 |
| Labesse R. | 400 | Le Renouveau des Amis de l'Homme | 500 |
| Perrard L. | 40 | Mme Luce | 300 |
| Mme Buguet | 250 | Chédemail | 300 |
| Roty-Colard G. | 60 | | |

**Total 4093 F.** ***Merci à tous!***

# DÉSINFORMATION

*par Charles-Francis Eberlin*

**Outrage aux droits de l'Homme**

Il est un fait que deux siècles après la Révolution et en dépit de la proclamation des droits pour tous de s'exprimer librement et de s'adresser au public par voie de presse, il existe encore des entraves parfois infranchissables à la propagation des informations et des idées.
Or, il ne s'agit pas là de survivances parasites d'un passé lointain où la censure, la mise à l'index et le contrôle des écrits faisaient partie intégrante des contraintes régaliennes. Bien au contraire, c'est là une manifestation d'un phénomène courant de la société moderne, à savoir la désinformation. Et il est inquiétant de constater que celle-ci se développe rapidement au point qu'il est grand temps de lancer un signal d'alarme si l'on veut éviter un échec de grande envergure. Ceci d'autant plus que l'on touche ici aux principes mêmes du droit démocratique.

**Manque d'adaptation et déphasage**

Comme dans pratiquement tous les domaines, les conditions de la diffusion et de la circulation des idées n'ont plus rien de commun avec ce qu'elles étaient il y a deux cents ans. En fait, elles varient déjà de façon très marquée dans l'intervalle d'une décennie. Ainsi, il y a une trentaine d'années, tout simple citoyen était peu ou prou en mesure, avec son bon sens commun et un minimum d'instruction, de faire la part des choses entre une information exacte, une vraisemblable mais douteuse et une contre-vérité flagrante ; entre un commentaire objectif et un exposé tendancieux ; surtout qu'un large éventail de moyens de vérification offrait des possiblités raisonnables pour se faire une opinion réaliste.

En outre, s'il y avait bien, de tous temps d'ailleurs, des débordements et des excès largement tolérés justement au nom de la liberté d'expression, la circulation de l'information sous toutes ses formes se faisait dans un contexte d'autoresponsabilité.
Maintenant, la situation est toute différente du fait de la multiplicité pléthorique de porteurs d'informations où chacun veut se faire entendre de force et peut - au nom de la liberté - affirmer et publier n'importe quoi, même les pires contre-vérités. Ceci laisse libre cours à tous les tripatouillages imaginables, à la généralisation incontrôlée des pratiques mercantiles en matière de communication, au point que l'information objective et véridique se trouve trop souvent entravée, manipulée, bloquée et en fin de compte étouffée, puis purement et simplement violée.
Cette situation a pour conséquence que le champ visuel, auditif et intellectuel du public finit par être sursaturé, au point de lui faire perdre tout pouvoir de discernement et toute faculté réceptive. Il s'ensuit une passivité latente et un désintéressement de plus en plus généralisé dans toutes les couches du public.
Mais pour vaincre et forcer cette lassitude, les porteurs de la communication qui en ont les moyens financiers recourent de plus en plus au "matraquage" médiatique et publicitaire. Or, celui-ci est pervers à double titre. D'une part, le message qui passe la barrière d'indifférence du public sursaturé n'est pas celui qui lui parait le plus juste et le plus valable, mais celui qui a le plus grand pouvoir d'endurance. D'autre part, au lieu d'être informé, le citoyen moyen est mis en condition malgré lui par le subconscient qui, lui, reste, dans une mesure non négligeable, sensible et réceptif au forcing médiatico-publicitaire.
Que devient, dans ce contexte, la liberté de la presse ? Elle est tout simplement inopérante pour la pure et simple raison que personne n'a encore pris l'initiative de mettre les pendules à l'heure et de passer de la traction hippomobile de 1749 à un système de propulsion plus rapide, plus souple, plus efficace.
Or, il y a maintenant urgence, vu les formes particulièrement pernicieuses que prend la désinformation qui prend l'allure d'une inflation galopante. En voici parmi bien d'autres, les variétés les plus courantes :
*- le proxénétisme médiatique*

Jusqu'à ces dernières années, il y avait une cloison quasi étanche entre les rédactions des journaux et leurs services de publicité, de sorte qu'il n'y eut pas d'interférence entre l'information et les libres opinions d'une part, et les insertions commerciales payées, d'autre part. Puis, cette différentiation s'est peu à peu estompée, notamment avec l'apparition dans les grands journaux de publi-reportages réalisés par les rédactions. Maintenant ces dernières se trouvent parfois scandaleusement subordonnées aux services financiers et amenées à sacrifier l'information proprement dite.

Un exemple typique est celui d'un grand journal parisien qui a purement et simplement ignoré l'existence de la deuxième ville du Bas-Rhin par le nombre d'habitants dans un reportage sur l'Alsace parce que la municipalité du lieu avait refusé de contribuer aux frais financiers. Une autre feuille de la capitale avait, elle aussi, publié cette année des reportages sur les différentes régions qui étaient, en fait, de lucratives opérations publicitaires.
*- la contre-information et la rétention d'informations*
Il arrive trop fréquemment que dans ce flou médiatique, la vérité objective soit systématiquement contrée à coups de capitaux de sorte que bien des débats publics se trouvent faussés justement là où une discussion à forces égales serait constructive, dans les domaines social et politique par exemple.

Dans des conditions analogues, certaines autorités font croire à des non-évènements en mettant l'embargo sur des informations gênantes, comme par exemple celles qui concernent les risques nucléaires.
Or, une telle attitude est franchement criminelle lorsque des responsables initiés et conscients cachent la vérité à des victimes potentielles de risques prévisibles et qui, dans l'éventualité d'un accident, pourraient être épargnées par une information bien menée et appliquée.

En dépit des principes de la liberté de la presse, la désinformation fait des ravages et constitue un véritable danger politique. Cela fait penser à un mécanisme qui est en train de se dérégler et pour lequel, il n'existe ni manuel de l'apprenti, ni guide de dépannage.

Il serait temps que les législateurs s'en préoccupent et édictent démocratiquement des règles précises pour la circulation de l'information et des idées.

# 1789-1989
## ou la longue marche du socialisme

*par André Prime*

### La Révolution bourgeoise

Le "siècle des lumières" engendra la Révolution ; la misère du peuple à la fin de ce 18ème siècle déclencha l'accouchement.
Les idées des Encyclopédistes, dont aucun, hélas, ne verra la Révolution, furent le bouillon de culture des aspirations des classes exclues des privilèges réservés du clergé et de la noblesse. Mais la composition même du tiers-état-bourgeois et peuple du travail (artisans et paysans) fera vite apparaître l'hostilité entre ses deux composantes dès lors que le problème de la royauté, après bien des hésitations et des compromissions, aura été réglé par la décapitation de Louis XVI.
La Convention, entrainée de ce jour par les purs et durs, notamment Robespierre et Saint-Just, tente de faire la Révolution du peuple pour le peuple. C'est compter sans la bourgeoisie, car la Révolution de 1789 a été faite pour elle : le IX Thermidor met fin à la tentative - idéologiquement admirable, mais historiquement prématurée - d'élargissement de la Révolution au peuple laborieux.
La bourgeoisie comprit vite le danger que faisait courir à sa victoire la corruption de nombre de ses dirigeants d'après Thermidor : les Barras, Tallion et leurs suppôts. Rapidement elle allait se chercher un maitre pour faire régner le "nouvel ordre" bourgeois et garantir son accession "aux affaires" : ce fut le 18 Brumaire. Il fallait une "épée" sûre : elle aurait pu être celle de Moreau ; ce fut celle de Bonaparte.
On connait la suite : empire et noblesse d'empire, allers et retours des rois, république éphémère, empire à nouveau et IIIe République.
En résumé, la Révolution de 1789 ne pouvait être que celle de la bourgeoisie, détenant les moyens de prdduction et de création de richesses, face aux classes parasites qu'étaient la noblesse et le clergé, et frustrée de n'avoir pas droit au "pouvoir", tout simplement parce qu'elle n'était pas "née". Les développements techniques balbutiaient et l'heure n'était pas venue pour le peuple du travail - deuxième volet du tiers-état - d'occuper le pouvoir ; il était tout juste bon à fournir les bataillons de combat contre l'ennemi intérieur ou extérieur de la Révolution. Seul Babeuf, dit Gracchus, tenta encore ("conspiration des égaux") de forcer l'histoire ; il fut arrêté et exécuté sous le Directoire en 1797.

### L'essor industriel

Le 19ème siècle bourgeois fut celui de l'essor industriel et de la grande misère des ouvriers des "fabriques" : emploi des enfants en bas âge, temps de travail illimité, salaires de misère, chômage endémique, etc... Parallèlement, cette situation inspira - comme un écho aux penseurs du siècle des lumières - les grands penseurs du socialisme au sens large, dénonçant les inégalités et injustices sociales, s'efforçant d'en expliquer les causes, et proposant des solutions : Sismondi en Suisse, Saint-Simon, Fourrier, Louis Blanc, Proudhon, en France ; Owen en Angleterre. La liste n'est pas exhaustive. Quatre d'entre eux avaient connu la Révolution et l'Empire.
Mais la pensée socialiste atteignit son point de rationalité maximum avec Marx et Engels : Manifeste du parti communiste en 1848, "le Capital" en 1867. Le marxisme deviendra dès lors l'outil essentiel de la lutte des classes des travailleurs contre le capitalisme : la première Internationale fut fondée à Londres en 1864, la deuxième à Paris en 1889.

### La Révolution prolétarienne

Lénine fut le plus remarquable héritier de la pensée de Marx. Toute sa vie, en Russie ou en exil, fut consacrée à la deuxième grande révolution, celle des ouvriers, des exploités. Sans entrer dans les détails, disons que pour Marx, le socialisme devait historiquement - non sans lutter certes - prendre le relais du capitalisme parvenu au stade où il ne pouvait plus sortir de ses contradictions production-distribution.
Mais l'histoire allait s'écarter de la théorie. C'est en Russie, où la pensée de Lénine - plus précisément le marxisme-léninisme, sorte de synthèse adaptée à la situation en Russie - a formé des militants organisés, qu'éclate la révolution de 1917 (il est vrai au départ bourgeoise - quelques mois - sous Kérenski). L'évolution du capitalisme, et donc du prolétariat, étaient limités, sans être inexistants, et l'agriculture quasi féodale. Ce n'étaient pas les conditions idéales envisagées par Marx et Engels pour le meilleur passage du capitalisme au socialisme (l'expérience se répétera en Chine avec Mao Tse Toung et dans divers pays moins importants).
Ces conditions par contre étaient réunies dans l'Allemagne de 1918, où, à la fin de la guerre, se créent des soviets sur les modèles russes. Un socialiste, Scheideman, proclame la République le 9 novembre 1918. Et c'est la social-démocratie qui sera au pouvoir pour réprimer et décapiter la révolution populaire.
Les Alliés, prudents, avaient renvoyé aux dirigeants allemands l'ascenseur que Bismark avait envoyé à Thiers en 1871. Les Allemands, vainqueurs, s'étaient alors retirés aux portes de Paris et avaient laissé à Thiers, réfugié à Versailles, une armée suffisante pour écraser la Commune de Paris. Ce qui fut fait dans le bain de sang et avec la sauvagerie que l'on sait.
Après l'armistice de 1918, les Alliés laissèrent à l'Allemagne - à ce "boche" pourtant tant honni et dont la France avait tant souffert - une "armée" de 100.000 hommes, armée de police bien sûr, sans armes lourdes, pour écraser la révolution menaçante.
Et de fait, lorsque le groupe Spartacus déclenche l'insurrection le 5 janvier 1919, la répression est sans pitié : Karl Liebnecht et Rosa Luxembourg seront assassinés le 15 janvier sans que les auteurs soient poursuivis.
Tenir l'Allemagne hors de la révolution prolétarienne était l'objectif prioritaire du capitalisme en 1918-1919. Sinon tout pouvait basculer : Allemagne, France, Italie, Espagne, etc... Pour la plupart, ces pays avaient une industrie suffisamment développée pour passer d'une production-distribution capitaliste à une production-distribution socialiste, évidemment radicalement différente.
Les vrais socialistes de toute nuance peuvent toujours rêver a posteriori : sans ce cadeau de 100.000 soldats-policiers à l'Allemagne vaincue de 1918, la face du monde eût pu changer...

### Hitler au service de la lutte anti-socialiste

La menace allemande écartée, le capitalisme poursuivit sa lutte anti-socialiste en envoyant de toutes parts des armées susceptibles de détruire le jeune Etat socialiste russe : il échoua, partie remise, on verrait plus tard...
Avec Hitler par exemple. En le laissant faire, en le finançant, en ne réagissant pas à la réoccupation de la Sarre. Dans "Mein Kampf" Hitler ne cache pas son but : détruire le communisme. Et le soir de sa nomination comme Chancelier, le 30 janvier 1933, il confirme sa mission devant témoins : «*A l'étranger, aujourd'hui, on m'a traité d'antéchrist, je suis seulement un anti-Lénine* ». Propos notés par Frank dans ses mémoires qui précise qu'Hitler, ce soir-là, revenait toujours sur le communisme dont la destruction était sa mission historique.
Si Hitler ne s'était pas avéré être un fou dangereux pour l'humanité tout entière, s'il avait été un dirigeant "convenable et raisonnable", les pays capitalistes l'auraient pudiquement laissé attaquer et vaincre si possible "la patrie du socialisme" ; tout comme, dans des circonstances comparables, ils avaient, quelques années auparavant, laissé écraser la révolution populaire espagnole ; écrasement qui permit à Hitler de commencer à réaliser sa "mission historique" et de tester ses armes et ses méthodes de guerre (exemple : Guernica en 1937).

Le demi-siècle qui suit nous amène en 1989. La période est suffisamment connue et objet de nombreux articles dans la Grande Relève pour arrêter là - provisoirement du moins - cet aperçu de la longue marche du socialisme.

# CHRONIQUE DE 1989

*par Henri Muller*

**La guerre des fraises**
Sept, puis cinquante tonnes de fraises en provenance d'Espagne, jetées sur la chaussée par des producteurs d'Aquitaine, au motif que leur prix était de moitié inférieur à celui des produits du crû. Tant pis pour les consommateurs contraints de passer sous les fourches caudines du gros et du petit commerce, payant 30 à 40 F. ,des fruits qu'ils auraient pu acquérir à moins de 15 F.
Comme rien ne distingue, pour le profane, une fraise espagnole d'une fraise bien de chez nous, c'est la nouba pour nombre d'intermédiaires revendeurs qui ne s'encombrent pas de scrupules et profitent de l'aubaine. Quant au rôle "moralisateur" de la concurrence, disons qu'en matière de fraise, chacun lui pisse dessus.

**Les "excédents agricoles"**
Ils sont un cauchemar pour les responsables à tous les niveaux politiques et professionnels. Cependant une myriade d'associations s'ingénient à lutter contre la faim dans le monde. C'est tellement absurde qu'il faut s'étonner que nul n'ait mis en chantier un système économique autre, libéré des étroites limites du marché, libéré du profit, de ses exigences. La formule d'un socialisme communautaire à monnaie de consommation reste une utopie qu'autant que n'auront été mis à la raison quelques douzaines de hauts financiers exerçant un dictat sur la circulation monétaire.

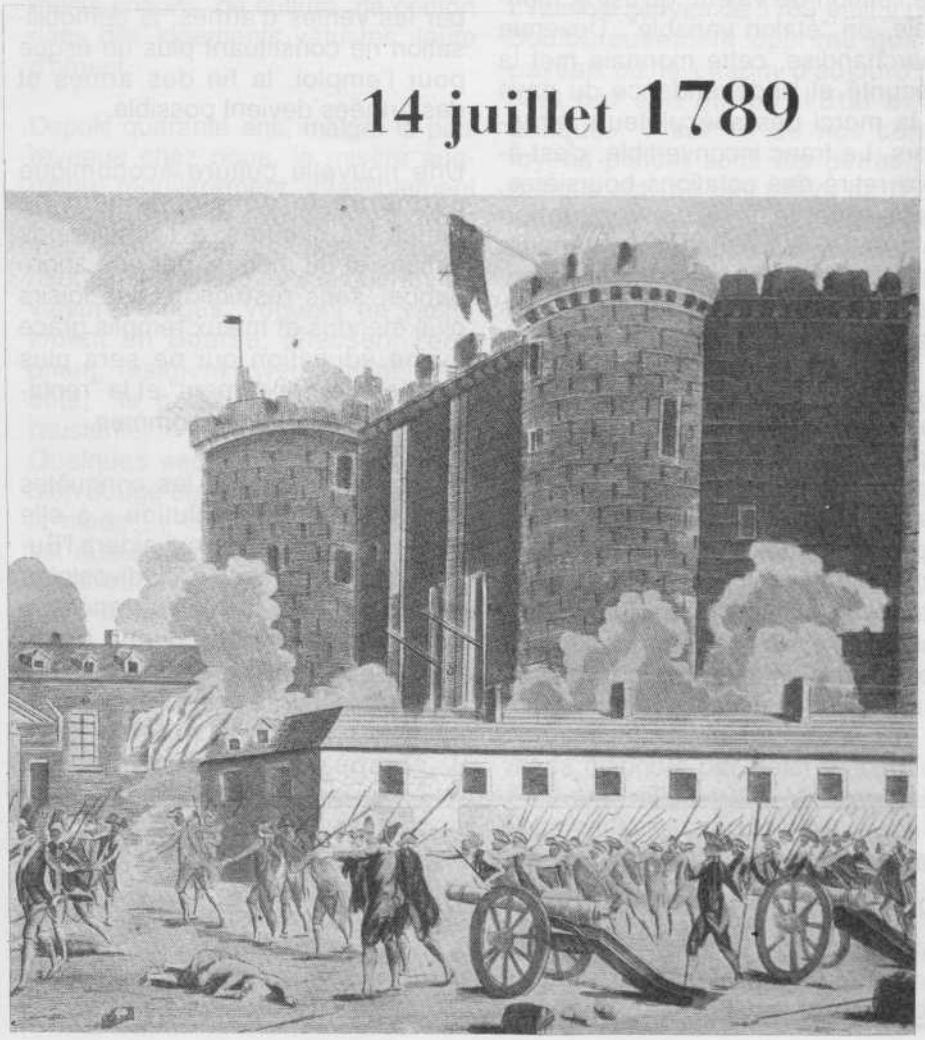
**Onéreuse abondance**
Pour endiguer le fleuve de lait a été institué le régime des quotas, ce qui a fait disparaitre une partie du cheptel en vaches laitières dites encore "vaches de réforme" dont le commerce a toujours été florissant, source de gros profits pour les professionnels de la viande, habiles à jouer sur les qualités. Aujourd'hui, le marché du lait à peu près assaini, les vaches de réforme se font rares et le consommateur voit le prix de la viande s'envoler. Nous payons la politique des quotas et ce n'est qu'un début. Malthusienne, cette Europe dont on nous rebat les oreilles n'a pas fini de nous faire ... (suer).crédit.

**Les "vertus" du marché**
En Afrique, rien ne va plus. On a surproduit. Les cours ont chuté. On stocke. Les prix montent. La famine revient. Etats-Unis et Europe privilégient leurs exportations rentables, gardant davantage de denrées en stock au détriment de l'aide alimentaire. Un beau bordel. Mais des prix Nobel en veux-tu-en-voilà, pour des économistes férus de libéralisme.

**Dame Thatcher**
Un symbole du libéralisme pur et dur dont les tares ne se comptent plus : individualisme, fermé à la solidarité, âpreté au gain, insolence de la richesse, sort désespéré des "exclus", musèlement des syndicats, enrichissement sans cause, inégalités non légitimées, criminalité, gaspillages, dégradation de l'environnement, pollution galopante. Le progrès prioritairement au service du profit, à celui de clans ultra-minoritaires, des plus fortunés.

**L'obsession des libéraux**
Profit, rentabilité. - Les besoins ? Connais pas, sauf s'ils sont solvables. Les meilleurs "créneaux" : armements, drogue, jeux, luxe, porno, proxénétisme, commerce du crédit.

**Question saugrenue**
Quelle peut être la part du hasard, celle des vols, escroqueries, gains spéculatifs et boursiers, plus-values semi-clandestines, jeux, dessous de table, fausses factures, activités illégales, dans la formation des revenus, ceux que l'on voit se dépenser dans l'achat des biens de haut luxe ? Une donnée négligée par les comptables du revenu national, qui s'en tiennent aux déclarations fantaisistes d'une nuée de fraudeurs soucieux d'échapper aux rigueurs du fisc.
Les mathématiciens de l'économie n'en ont cure, se bornant à cogiter dans la quatrième dimension. On en voit pourtant quelques uns ramasser un prix Nobel, comme si l'économie présentait l'ombre d'une science exacte avec la dissimulation des gains réels, la fraude, l'imprévisibilité des besoins, leur subjectivité au niveau des ménages, l'incertitude de la conjoncture, les variations monétaires, l'accroissement des charges sociales et bancaires, les décisions politiques, bref des centaines de paramètres que de brillants polytechniciens s'évertuent à introduire ou, mieux, à éluder, dans leurs équations. Oracles ou rêve-la-lune ?
*« Les institutions de crédit doivent faire montre de sensibilité pour les situations réelles des pays endettés »*(Jean-Paul II). Le voeu pieux d'une poule devant un couteau.



# INNOVER EN EUROPE

*par Félix Lévy*

L'Europe qui nous est de toutes parts proposée, repose sur les bases mêmes qui font qu'elle est en état de crise économique perpétuelle, de guerre économique déclarée, de guerre militaire latente. Les rénovateurs arrivent trop tard : on ne rénove pas ce qui s'effondre. On reconstruit. On ne fera pas une Europe saine avec des pays malades. Pour en finir avec la crise, d'abord chez nous, il est urgent d'innover.

**Innover,** c'est constater que l'état de crise est le résultat d'une utopie tenace et criminelle : la plupart des pays d'Europe, d'Amérique, certains d'Asie, possèdent ou ont créé une abondance de tous les biens qui en fait des pays "riches", mais ils astreignent la distribution de ces richesses à un système économique et financier qui les oblige, sinon à une existence de pays "pauvres", du moins à un régime d'austérité. Parce qu'il est fondé sur la valeur "marchande" de tous les biens récoltés, péchés, produits ou transformés, ce système impose leur rareté pour conserver ou accroitre cette valeur : l'abondance est réduite par la destruction et le vain stockage de nombreux produits alimentaires, par le sabotage de produits industriels afin de réduire leur durée d'usage, par un protectionnisme grandissant contre les produits "concurrents".

La concurrence est nécessaire dès lors que le but de toute activité est de "vendre", donc d'offrir au meilleur prix une qualité au moins égale pour réaliser un "profit". Si le but des activités humaines n'était plus de réaliser un profit, mais de satisfaire les besoins, la concurrence se réduirait à une meilleure qualité pour un volume à l'échelle des besoins. Serait supprimée cette obligation de la "croissance", imposée par le souci d'assurer "l'emploi", et démentie par les destructions décrites ci-dessus.

**Innover** n'est pas "répartir le chômage" (comme ne pourra faire une Europe cultivant le mythe du "plein emploi"), c'est le supprimer en assurant à chacun un temps de travail qui, réduit, sera dissocié du revenu. Cette suppression du salariat conduit à la distribution à chacun d'une part du PNB, assurant l'existence de la naissance à la mort, sans taxes ni impôts : le "revenu social".

**Innover**, c'est mettre fin à l'aberration du marché des changes, qui fait de l'étalon de valeur, qu'est la monnaie, un "étalon variable". Devenue marchandise, cette monnaie met la sécurité et l'indépendance du pays à la merci des spéculateurs étrangers. Le franc inconvertible, c'est-à-dire retiré des cotations boursières, sera réservé à la consommation intérieure, les échanges extérieurs étant assurés par la compensation, comme celà se fait déjà avec des pays aux monnaies inconvertibles.

**Innover** sera d'offrir aux "Verts" la possibilité de réaliser leurs justes voeux, jusqu'à présent bridés par l'argent, nécessaire aux industriels pour combattre leurs pollutions, aux producteurs agro-alimentaires pour assurer le volume désiré sans nuire à la qualité, aux ennemis de la nature en vue d'un bénéfice devenu inutile.

**Innover**, c'est constater que les cent prétextes de conflit avec l'URSS n'ont pas, depuis 45 ans, déclenché la guerre directe, que l'armement et l'armée sont nuisibles à l'Union Soviétique qui a mieux à faire pour s'élever à un niveau économique acceptable, **qu'elle est nourrie du blé de son ennemi potentiel**, qu'il est fou de discuter sur quelques ogives, quelques chars et sur l'amélioration d'armes déjà totalement destructrices !

**Innover** par notre exemple, c'est donner aux conférences sur le désarmement, qui se suivent depuis 45 ans, la certitude d'aboutir enfin positivement : la satisfaction des besoins ayant pris le pas sur celle des profits, la rentabilité et même l'existence des fabrications d'armes disparaissent, l'équilibre de la balance extérieure n'étant plus assurée par les ventes d'armes, la démobilisation ne constituant plus un risque pour l'emploi, la fin des armes et des armées devient possible.

Une nouvelle culture économique permettra le développement de toutes les cultures, à l'échelle des nations et du monde, par une abondance sans restriction, des loisirs plus étendus et mieux remplis grâce à une éducation qui ne sera plus axée sur le "rendement" et la "rentabilité" des efforts des hommes.

La France a exporté les conquêtes de sa première révolution : à elle d'assurer la seconde qui aidera l'Europe à se faire jusqu'à Vladivostok à l'est, autour de la Méditerranée au sud - avec l'Afrique comme partenaire -, dans l'Océan Indien vers l'Asie, puis le Pacifique.

***Il est vain de vouloir protéger la nature pour en dispenser équitablement les fruits à tous les hommes sans modifier de fond en comble les structures fondamentales de l'économie qui la détruit...***

# LA MONNAIE VERTE

*par Guy Denizeau*

Des hommes, parmi lesquels Pasteur, Laennec, Charcot, Fleming, par leurs découvertes, ont fait reculer la mort. Mais, étendre la douceur de vivre, cultiver le bonheur d'exister, qui s'acharne à le vouloir ?
Malgré le dévouement de milliers d'associations, de mutuelles et autres sociétés ou amicales, des millions de nos contemporains ont faim, froid, souffrent dans l'indigence.
Nous avons eu une embellie en 1936, la guerre y mit fin.
Une majorité de Français subissent leur vie. L'opportunisme des décideurs n'est favorable qu'à eux-mêmes et à leurs alliés. Où il devrait y avoir travail et loisir pour tous, il y a travail pour les uns et chômage pour les autres. Où le travail manque, règne la misère, s'installe l'exclusion ; la sous-consommation, l'anéantissement viennent peu à peu. Dix millions de Français mangent mal, se privent d'hygiène, de vêtements chauds, de culture, de confort dans des logements vétustes, faute d'argent.

Depuis quarante ans, malgré la paix revenue chez nous, la misère augmente régulièrement, infailliblement pendant que le Parlement pérore interminablement. Les riches consolident leurs richesses, s'enquèrent de valeurs-refuges, voguent en yacht, jouent en Bourse, chassent l'éléphant, festoient joyeusement. D'un côté, le gaspillage et de l'autre, l'austérité.
Quelques secteurs de salariés ont bien bougé ces derniers temps, mais la modestie de leurs revendications est rassurante pour les craintifs. Les travailleurs ignorent tout, absolument tout, des potentialités contenues dans une société intelligemment organisée. Les quelques secousses sporadiques dont ils se rendent coupables s'atténuent vite. La quiétude revient chez les possédants, le calme chez les heureux titulaires d'emploi, la paix sociale repart pour une nouvelle étape. Le tiercé, le loto, le foot, le tennis... reprennent une large place dans l'information. C'est gagné.
Quant aux pauvres par tradition, les nouveaux pauvres, les battus, les perdants, rien à craindre d'eux. Ils végètent, se cachent, se taisent, meurent de mort lente. Nous savons que trois années de souffrance morale et physique les anéantisent complètement. Cela ne fait rien.
Ah ! s'ils décidaient , un jour, dans un sursaut d'énergie, d'organiser un exode vers le soleil pour, durant quelques mois, échapper à leur sort, capter la lumière et la chaleur du midi ; un ruban de millions de misereux marchant vers la Méditerranée, sur des autoroutes devenues des fleuves de piétons en rupture de taudis, cela se remarquerait. Nous n'en sommes pas là ! Les affameurs, les oppresseurs, les décideurs, les privilégiés le savent. Avec le ventre creux, le cerveau s'engourdit, les idées fuient, les forces déclinent, la torpeur s'empare de la tête et du corps.
Les pauvres ne défileront pas ! Pas de sponsor pour ce genre de sport !
L'humble citoyen de 1789 était-il plus douloureusement opprimé que le paysan ou le citadin d'aujourd'hui l'est par son patron, l'Etat et sa banque. 7 sur 10 de nos concitoyens ploient sous les dettes. La Banque est l'un des piliers de l'Etat. La publicité de la Banque est si bien faite que la plupart des gens croit en sa vertu, alors qu'elle n'est qu'un intermédiaire de plus, parasitaire, effronté, favorisé par l'insuffisance de monnaie.
Monnaie volontairement raréfiée, sous prétexte d'inflation, pour une bonne moitié des Français maintenus dans l'humilité, devenant ainsi plus gouvernables. Les banques détiennent la source des crédits, alors que le peuple, s'il était souverain, pourrait créer, mettre en circulation, partager, selon les besoins de chacun, le volume monétaire que justifie une production abondante.
Nous traitons la pauvreté sur le mode inauguré par Saint Vincent de Paul en l'année 1600. Mille associations caritatives s'emploient à soulager la misère, elles ne la suppriment pas. Trois grandes guerres, cent révoltes, une grande révolution ont secoué le monde, elles ont coûté des fortunes et nous recourons encore à la charité pour alléger la détresse, comme si le progrès devait n'oublier qu'elle.
De l'héritage des sciences et des techniques, qu'en faisons-nous donc ? Nos inventeurs, nos découvreurs, nos humanistes sont reniés par nos usages, nos coutumes égoïstes et périmés. Le temps est venu d'abolir toutes les infortunes. En tout premier lieu, donner à manger, des vêtements, des logements à tous les Français qui en sont dépourvus. Pas un grain de blé, pas un légume, pas un fil, pas un matériau ne manquent pour cela ! Convenons de l'absurdité de cette situation et tout de suite, revendiquons énergiquement une monnaie de consommation pour remédier à cet état de chose aussi révoltant qu'anachronique.
La Monnaie Verte (1) peut supprimer dès maintenant la malnutrition sans qu'il en coûte un centime de plus au contribuable. Réclamons-la !
La Monnaie Verte a été imaginée pour donner à manger à ceux qui ont faim, pour cause d'insolvabilité; que ce soit chômage, âge, maladie, incapacité physique, mentale ou autres, tous peuvent y prétendre auprès de l'organisme habilité à la servir. Elle donne accès aux produits de consommation, dits excédentaires, détournés de leur fin première, qui est de nourrir les gens.
Pour le bénéficiaire, elle s'emploie comme l'argent de poche. Mais seuls les produits étiquetés en vert (parce qu'ils sont surabondants, seraient stockés ou détruits) lui sont accessibles.
Les circuits de distribution sont ceux communs à tout le monde. Seule différence, le franc vert s'annule au premier achat, sa validité est de 30 F. , son rôle utilitaire de 45 jours. Il est détaché du franc courant et y retourne, mission accomplie.
La Monnaie Verte pourrait, au moment de sa distribution, s'accompagner de notices explicatives pour aider à la réinsertion civique et sociale des ayants-droit dont les salariés à petites rémunérations pourraient faire partie.

---

(1) Voir l'article "Le Franc vert", de R

# COURRIER

*Depuis 4 ou 5 numéros de la Grande Relève, je note un "punch" un peu plus audacieux. Je vous en félicite. Les articles dans le sens de "un cas qui fait réfléchir" sont à poursuivre. Peut-être pourriez-vous prévoir des tirés-à-part. La tribune libre du même numéro m'interpelle aussi. Je dis bravo ! Je vais essayer de vous faire part de mon point de vue comme vous y engagez vos lecteurs.*

***La démocratie** est une chose de grande importance et difficile à faire appréhender. Je suis convaincu que l'Economie distributive en permettra l'exercice d'une manière insoupçonnable. Je n'aime pas en parler car l'exemple de la majorité simple actuelle est bien triste. Il faudrait que les minorités aient aussi la possibilité de participer.*

***Choisir la progression** pour qu'elle ne soit choquante pour personne. C'est si vrai que lorsque j'anime des réunions, ou dans mes propos, je cite souvent d'autres projets même si j'affirme que j'ai une Foi totale dans l'Economie distributive.*

***Autogestion** alors que j'ai été longtemps pour, aujourd'hui j'en reviens. En effet, puisque le pouvoir basé sur l'argent aura disparu, je pense qu'il vaut mieux que le projet soit sous la responsabilité d'une personne. Si le projet peut être fragmenté il est possible et même souhaitable d'attribuer chaque fragment à une personne. D'une manière générale, il sera bon de responsabiliser le plus possible les gens.*

*Les chefs d'entreprises actuels pourront continuer sauf de distribuer des salaires et de fixer les prix de ventes. Ils n'auront plus que le souci de faire fonctionner leur affaire dans l'harmonie entre les ouvriers, la qualité de leurs produits et la satisfaction de leurs clients.*

***Gros achats.** Vous parlez de location-ventes, de leasing, etc.. Puisqu'il n'y aura pas d'intérêt à ajouter, je dis simplement que le crédit gratuit sera possible. Je dis même que l'épargne sera possible à la condition qu'elle soit bloquée vers un achat postérieur ce qui est d'ailleurs inutile puisque l'acheteur aura intérêt à jouir de suite de l'objet.*

***L'exercice budgétaire** à mon point de vue : il est nécessaire de prévoir trois sortes de budgets. 1. la rente des individus, 2. les subsides pour les entreprises, 3. les besoins des services publics.*

*Les comptes privés pourraient ne plus être alimentés dès lors que leurs réserves seraient égales à douze mensualités pour une monnaie valable un an et uniquement mise à la consommation par carte magnétique.*

*De toutes manières, je précise avec assez d'insistance que nous ne sommes pas là pour imposer notre loi. Nous indiquons des pistes, des grandes lignes. Chaque groupe pourra s'organiser selon les décisions prises localement. Même les rentes pourront subir une sorte de péréquation si telle est la volonté populaire pour valoriser les emplois qui ne trouveraient pas de preneurs.*

*Il sera seulement nécessaire d'appliquer les grands principes suivants : partager le travail, partager la consommation, partager les loisirs sans que l'application soit strictement égalitaire. Il suffira de l'accord populaire. Ici aussi on pourra jouer de la péréquation.*

*Bien sûr, ce sera un organisme national qui fera le calcul pour déterminer le montant de la rente individuelle. Elle sera mise à la disposition des "banques" locales qui feront les calculs pour appliquer les péréquations s'il y a lieu. Le même organisme d'Etat préparera aussi les "enveloppes" pour les entreprises en tenant compte des "ventes" précédentes ou des prévisions pour les nouvelles entreprisess.. Enfin, il restera à prévoir les réserves pour les services publics. Pour ces deux derniers postes, je pense qu'il sera préférable de prévoir une décentralisation pour que les décisions collent à la réalité locale.*

*Les entreprises de fabrication ou de distribution seront gérées au niveau de la collectivité nationale ou territoriale intéressée. Bien sûr, pas d'une manière policière, mais tout simplement, savoir si elles apportent quelque chose à la collectivité c'est-à-dire si leurs produits sont consommés, s'ils répondent aux normes à respecter quant à la pollution ou à la rareté des matières premières et autres considérations.*

*Le chef d'entreprise aura donc beaucoup de comptes à rendre. Mais en respectant celà, je ne vois pas pourquoi le fils ne pourrait pas succéder au père, même s'il est probable qu'il sera incompétent. Quand la preuve en sera faite, alors on pourra le débouter tout comme un autre entrepreneur qui aura été brillant et qui ne sera plus dans la course pour des raisons diverses.*

*Je suis bien d'accord pour la non-propriété des meubles et immeubles de production. Par contre, je suis pour la propriété du droit d'usage tant qu'il reste effectif comme j'en ai déjà rendu compte plus haut. De plus, j'accorde le droit à tout individu de créer sa propre entreprise pour mener à bien son projet. Il n'aura qu'à fournir un dossier complet qui passera par des bureaux d'études pour estimer la nouveauté, l'utilité, les nuisances, etc... s'il est accepté alors pourra commencer le processus de financement. Puis son entreprise fonctionnera comme les précédentes.*

J.G., Fumel

★ ★ ★

*Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt la revue mensuelle et le n° 878 de mai donne des renseignements dramatiques sur la situation des paysans et du monde en général.*

*Je pense que ce qui peut nous sauver, c'est que ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent ne sont plus à l'abri des catastrophes : nucléaire, biologique, chimique, mais que de morts avant cette prise de conscience !*

*Adhérent de la Ligue Nationale pour la liberté des vaccinations depuis 35 ans, nous savons maintenant que le SIDA est l'oeuvre des hommes par manipulation génétique. Il semblerait que certains aient intérêt à faire mourir les Africains pour mieux s'emparer de leurs richesses minières, ainsi que des minorités indiennes de l'Alaska. Nous avons le témoignage de l'Ambassadeur du Sénégal en Belgique qui fait le rapprochement entre des campagnes de vaccination contre l'hépatite B et la mort de tout ou partie des vaccinés suite à SIDA quelques années plus tard : les autorités questionnées ne répondent pas.*

*En France, toute l'information est axée sur les préservatifs qui ne préservent rien puisqu'on sait que les gants des chirurgiens en latex laissent passer les virus. De qui se moque-t-on ? Mais la guerre bactériologique est commencée ; le Docteur Chouanou l'écrivait déjà en 1954 à propos du BCG... Affaire à suivre.*

D.J. , Le Mesnil Isnard

★ ★ ★

# ALLONS ENFANTS !

**Comme l'a suggéré un de nos lecteurs, les distributistes ont entrepris d'imaginer d'autres paroles que les appels au meurtre qui sont celles de notre hymne national. Nous avons ouvert un concours et publions les derniers textes reçus. A nos lecteurs de se prononcer en choisissant celui des textes proposés qui leur semble le plus digne de remplacer celui de "la Marseillaise", sur le même air.**

*La proposition N°1, Hymne à la Paix, de Raymond PELOFI a été publiée dans notre N°878. La proposition N°2, Hymne à la Terre, de M.M. est parue dans notre N°879.*

*Proposition N°3*
*de Raymond PELOFI,*
*Bize-Minervois:*

**HYMNE À LA VIE**

*Couplet*

Proclamons le droit à la vie,
Soyons ses ardents défenseurs !
Luttons contre les maladies,
L'ignorance, la misère, les horreurs (bis)
Déclarons la guerre à la guerre,
Bâtissons un monde meilleur,
Un monde sans vaincu, ni vainqueur
Dans nos villes et dans nos campagnes

*Refrain*

Sans armes à l'horizon !
Plus de morts par millions !
Vivons, vivons,
Que nos coeurs purs
Battent à l'unisson !

★ ★ ★

*Proposition N° 4,*
*du même auteur que la précédente:*

**HYMNE À LA NATURE**

*Couplet*

O vaisseau terre, notre patrie,
Nous saurons être tes défenseurs
Contre toutes les tyrannies,
Celle du sacro-saint profit,(bis)
Cause profonde de la crise,
Du saccage, des magouilles, des malheurs,
Nous lutterons avec ardeur
Pour que cesse enfin ton suicide !

*Refrain*

O Peuples, ô Terriens,
Ensemble, agissons !
Luttons, vivons,
Que la nature devienne notre passion !

*Proposition N° 5,*
*de B.B., Dallet:*

*Couplet*

Allons enfants, peuple de France,
Le jour d'espoir est arrivé !
Nous ne marchons plus en cadence,
Les armes nous avons jetées !
(bis)
Nous ne voulons plus faire la guerre
A tous nos frères du monde entier
Nous avons déclaré la Paix
Et de cela nous sommes plutôt fiers !

*Refrain*

Chantons la liberté !
L'amour et l'amitié !
Chantons, chantons, que la raison
Gagne sur les canons !

*Couplet*

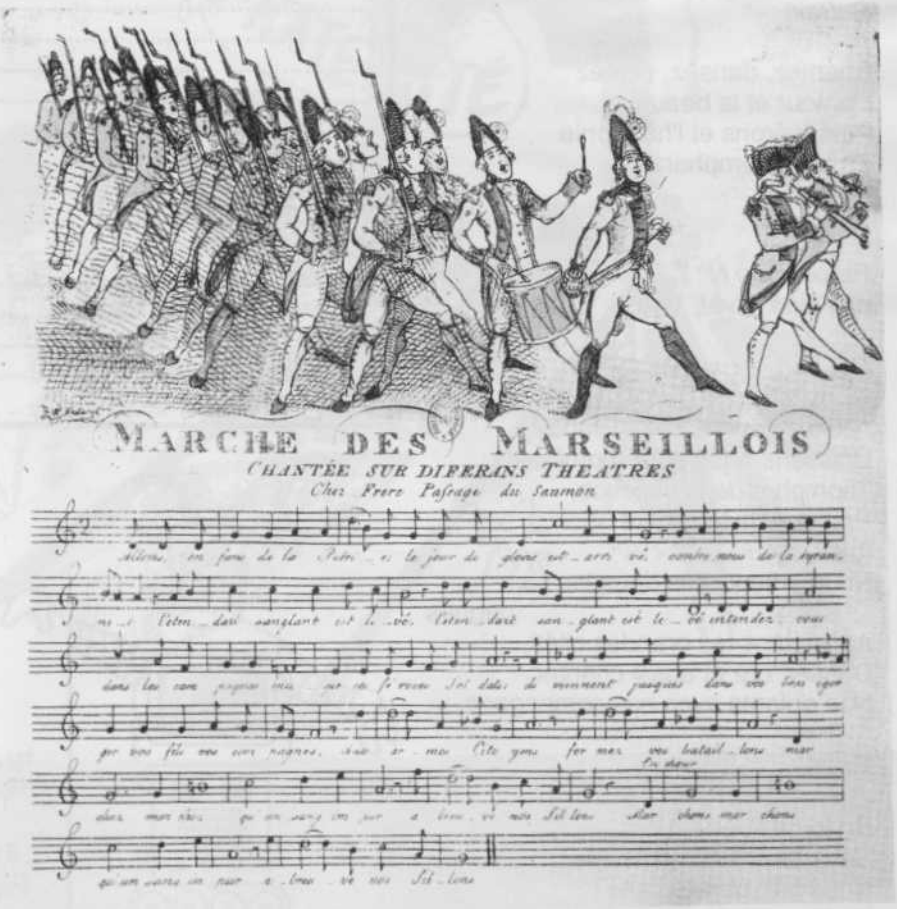
Nous n'irons pas dans la carrière,
Nous ne croyons plus aux vertus !
Aux vertus des âmes guerrières,
Nos ainés nous ne les suivrons plus ! (bis)
Pour nos enfants et nos compagnes,
Jamais, jamais plus de combats !
La Vie ne vous appartient pas
Militaires, allez ranger vos armes !

*Refrain*

Chantons la liberté !
L'amour et l'amitié !
Chantons, chantons, que la raison
gagne sur les canons !

*Couplet*

Pour ceux qui aiment leur patrie,



Pour les croyants, pour les athées,
Pour les enfants de l'anarchie,
Un jour nouveau va se lever ! (bis)
Le mondialisme a pris la tête
De la nouvelle humanité,
Le pacifisme a triomphé,
Pour toujours, l'homme a vaincu la bête !

*Refrain*

Chantons la liberté !
L'amour et l'amitié !
Chantons, chantons, le chant si pur
De la paix retrouvée !

★ ★ ★

*Proposition N° 6,*
*de .Huguette Leblond, Paris:*

*Couplet*

Allons enfants de la planète Terre
Le jour de gloire est arrivé
Les terriens ont enfin tous compris
Qu'ils devaient chaque jour triompher
Triompher de leurs imperfections
Entendez-vous sur toute la terre
Résonner ces airs mélodieux
Ils viennent jusque dans nos coeurs
Nous aider à comprendre dans nos coeurs
Nous aider à comprendre nos devoirs

*Refrain*

Chantez, dansez, semez
L'amour et la beauté
Persévérons et l'harmonie
Partout triomphera.

★ ★ ★

*Proposition N° 7,*
*de René Rivet, Volx:*

*Couplet*

Allons citoyens de la France
Unissons-nous pour triompher,
Triompher de la violence,
Pratiquer la fraternité
(bis)
Nous entendrons dans les campagnes
Aussi dans les grandes cités,
Danser, rire et aussi chanter
Nos enfants avec nos compagnes.

*Refrain*

En toute liberté,
Sans armes citoyens,
Nous bâtirons l'égalité
En France, dès demain.

## Lecteurs, à vous de choisir

**Envoyez-nous votre réponse à l'aide du bulletin ci-dessous, avant la fin du mois de Juillet.**

(en capitales d'imprimerie) :
Nom, prénom, adresse: .....
.....

Parmi les textes proposés par les lecteurs de La Grande Relève, sur l'air de la Marseillaise, je choisis la Proposition N°....., de.....parue dans le N° .....

Fait à..... le.....
signature

**Et profitez-en pour répondre aux quelques questions ci-dessous. Nous vous en remercions.**

Etes-vous abonné au journal ? OUI NON
Si oui, depuis quand ?
Si non, comptez-vous nous aider en vous abonnant ? OUI NON

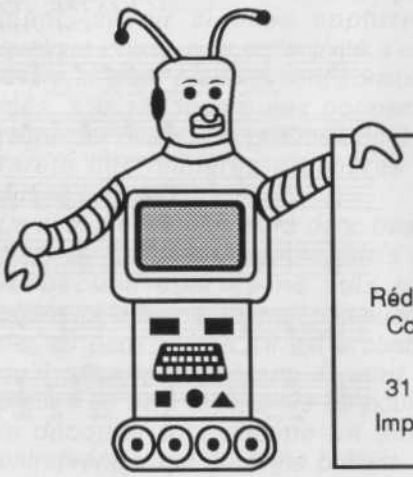
Etes vous disposé à collaborer avec nous ? OUI NON
Si oui, ● est-ce en nous envoyant des articles ? OUI NON
● est-ce en répandant nos propositions autour de vous ? OUI NON
● est-ce en surveillant un point de vente ? OUI NON

Si Oui, quelle est son adresse ? .....
.....

Quel autre moyen de nous aider proposez-vous ? .....
.....

**Et si ce numéro vous suggère des réflexions, des suggestions, des critiques, joignez-les à votre lettre, en nous disant si nous pouvons en publier des extraits. Merci.**

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



Directrice de la publication
M-L DUBOIN.
Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.
Rédacteurs bénévoles, selon leur disponibilité.
Composition au journal sur Macintosh Plus.
Mise en page : EDIT-PLUS,
31 bis rue de Fbg Montmartre, 75009 Paris.
Impression : TIP,11 rue du Progrès, Montreuil.